

# Moyen-Orient, terrorisme d'État et stratégie indirecte

CONFLITS - Avril 2021

Le terrorisme n'est jamais le fait de loup solitaire. L'aide d'un État, financièrement ou logistiquement, est essentielle pour mener à bien les actions.

Par Xavier Raufier

« **T**out, en Orient, [...] se fait par des négociations compliquées et occultes. »

Paul Morand Bucarest, 1935

Lors des attentats qui frappèrent les États-Unis le 11 septembre 2001, le World Trade Center en tête, un événement inouï advint, qui reste peu analysé à ce jour. Comme l'agresseur et son groupe – Oussama Ben Laden, al-Qaïda – étaient, comme on dit, issus de la société civile de la péninsule arabe (Saoudiens, Émiratis), l'idée du terrorisme d'État, sa possibilité même disparurent de la conscience collective et de l'agenda stratégique des grandes puissances.

Il y avait désormais des groupes et des chefs djihadistes à cerner, à traquer et anéantir – point final. L'ennemi, seul et unique, était le salafisme djihadiste. Puis cet ennemi devint « l'État islamique », encore un agrégat privé, pseudo-État certes, mais distinct des nations du grand Moyen-Orient, entre la Libye et l'Iran. Jusqu'à la fin de la guerre froide, dans la région en cause, le terrorisme d'État était pourtant partout à la une des journaux : Syrie de Hafez al-Assad, Libye de Mouammar Kadhafi, Iran des ayatollahs, guerre civile du Liban et ses métastases terroristes européennes ; attentats aériens, Carlos, l'Asala, etc., dans la région, la main des États et de leurs services secrets était partout repérable. Dans le grand Moyen-Orient et pour nombre d'États se sentant (ou étant) menacés, contrôler un groupe terroriste et son bouton marche-arrêt tenait alors du pitbull et de l'arme de dissuasion. Une cruciale garantie anti-agression.

## FIN DE LA GUERRE FROIDE, CONTINUATION DU TERRORISME

Puis s'acheva la guerre froide, le désordre mondial s'instaura et le monde vécut une (courte) ère d'hyperpuissance américaine. Silicon Valley aidant, les « révolutions orange » bousculèrent le Moyen-Orient. Le terrorisme d'État ? Une vieille lune, oubliée de l'incestueuse caste unissant désormais les grands médias et les politiciens d'importance. Mais cependant, oubliée, la menace objective du terrorisme d'État était-elle dissipée, abolie ? Tout montre en fait que non. De cette persistance, trois exemples.

- En France, le 13 novembre 2015 (Bataclan et autres, puis Bruxelles en mars 2016) : un enchaînement d'opérations bien trop complexe pour avoir germé dans le seul esprit de voyous alcooliques, drogués et hypnotisés par le radotage de litanies coraniques. Justement, *Le Monde* du 11 novembre 2017 souligne : « *Loin des récentes et rudimentaires attaques au couteau ou à la voiture-bélier, ces attentats sont le fruit d'une réelle ingénierie djihadiste, résultat d'un plan type "poupées russes", savamment pensé en amont : un grand nombre de kamikazes, "coordinateurs" à distance, une demi-dizaine de planques et soutien de petites mains plus ou moins radicalisées.* »

Nul expert officiel de terrain ne croit d'ailleurs une seconde que des simplets type Abdeslam aient pu imaginer, organiser et exécuter une action si complexe impliquant, à travers deux continents et une dizaine de pays, plus de 130 acteurs ou complices de 15 nationalités diverses.

## L'AUTEUR

Criminologue, auteur de *À qui profite le djihad ?*, Le Cerf, 2021.

• À Téhéran, août 2020 : un banal professeur d'histoire libanais et sa fille sont abattus dans une rue passante de la ville. En fait, il s'agit d'Abou Mohamed al-Masri, numéro deux d'al-Qaïda et de sa fille Miriam, veuve de Hamza ben Laden, fils d'Oussama. Des salafistes considérant les chiites comme autant d'hérétiques à exterminer, évoluant librement dans la capitale du chiisme mondial ? Oui bien sûr ; qui s'en étonne n'a rien compris aux intangibles règles du terrorisme moyen-oriental, formant ensemble une tortueuse, mais fort efficace stratégie indirecte. Nul n'a revendiqué ni admis le double assassinat – ce qui encore fait partie du jeu.

• Plus incroyable cependant et concernant directement l'attentat du World Trade Center, la justice américaine a récemment déclassifié des documents d'une importance extrême sur l'origine et la logistique des attentats du 11 septembre 2001. Saisir leur signification majeure impose de partir de deux points fondamentaux :

1 - Jamais, dans l'histoire du terrorisme, un commando – même suicidaire – n'a opéré sans réseau de soutien, surtout pour de massives et complexes opérations. La radiographie de dizaines d'attentats ou actions spéciales prouve qu'agir sans logistique tient de l'impossible.

2 - Au Moyen-Orient, toute entité émergente, paramilitaire ou terroriste (islamiste ou pas) disparaît vite si elle n'est pas captée puis mise sous contrôle par un des États de la région (de la Libye à l'Iran). Ce crucial théorème est valide de 1975, début de la guerre civile du Liban, à nos jours. On lui chercherait en vain un contre-exemple.

Or s'agissant des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, un document à grand-peine déclassifié<sup>1</sup> sur demande de victimes de ces crimes ou de leurs familles répond clairement à la question qui taraude les experts depuis septembre 2001 : jamais l'appareil logistique appuyant les 20 terroristes du 11 septembre n'a été identifié. Nul de ses membres ayant forcément vécu et opéré aux États-Unis n'a jamais été identifié, poursuivi, arrêté ou jugé.

Or la réalité, la nature, l'étendue de ce réseau logistique d'al-Qaïda sont

connues à Washington depuis 2002, l'ensemble figurant dans les 28 pages les plus secrètes du rapport, ici mentionné en note. Que dit-il ? Que ce crucial réseau logistique agissant depuis l'ambassade saoudienne de Washington. Voici des extraits de ces pages, encore naguère un secret d'État : « Aux États-Unis, des pirates de l'air du 11 septembre étaient en contact et ont reçu aide et assistance d'individus liés au gouvernement saoudien... Aux moins deux d'entre eux seraient, selon des sources, des officiers de renseignement saoudien... Des associés d'officiers saoudiens aux États-Unis auraient d'autres liens encore avec al-Qaïda. »

Suivent 28 pages de noms, dates, actes, repérés par le FBI ou la CIA ; plus une foule de numéros de téléphones et d'adresses. En septembre 2020, une juge de New York permet enfin aux victimes de poursuivre 24 officiers ou ex-officiers saoudiens et révèle le nom (caché depuis 2002 !) du leader de cet omniprésent réseau logistique – Mussaed Ahmed al-Jarrah –, chef de cabinet du prince royal de la famille al-Saoud, alors ambassadeur du royaume à Washington.

Ces écrasantes révélations ont été plutôt ignorées aux États-Unis et en Europe. Coïncidence ? Nos médias d'information sont souvent contrôlés (ou stipendiés) par des Gafam, eux-mêmes couverts d'or par une Arabie saoudite qui sait convaincre ses obligés de rester discrets... Parmi d'autres, ces trois faits révélateurs montrent la réalité, la pertinence et la dangerosité d'un terrorisme d'État, aujourd'hui encore vivace.

De fait, le terrorisme serait-il le seul crime qui ne profite à personne ? Du Maghreb à Mindanao, la nébuleuse islamiste aurait-elle pu fonctionner depuis quarante ans sans alliances ni assistance ? Surtout, le djihad – arme d'agression comme de dissuasion – ne se prêterait-il pas à masquer des rapports de force classiques, des conflits récurrents ? Ignorer ces questions est se condamner à l'impuissance. Qui connaît la stratégie indi-



L'artiste 7Nuit a peint une fresque en mémoire du gendarme Arnaud Beltrame. Port-Marly, Yvelines, 2018.

recte moyen-orientale sait que le terrorisme d'État y vise toujours à contraindre l'ennemi au dialogue, à le ramener, de gré ou de force, à la table de négociation. Dès qu'un attentat émane de la zone, le pays victime doit donc vite s'interroger : sur quels pieds ai-je marché ? Quelle provocation ou faute ai-je commise ? Qui saura là-dessus m'éclairer utilement ? Un exemple parmi d'autres, lors de la guerre civile syrienne, où Laurent Fabius disant en décembre 2012 de la milice salafiste-djihadiste al-Nosra « sur le terrain, ils font du bon boulot ». De tels propos revenaient à encourager un groupe clairement terroriste : n'allaient-ils pas déclencher des actions en riposte ? Tout jardinier sait le danger de marcher sur les dents du râteau : on en prend vite le manche en pleine figure. La France de François Hollande a-t-elle alors bien mesuré ce péril ? Bien compris où elle mettait les pieds ?

Ainsi comment comprendre et apprécier ces sanglants messages ? Non pour capituler bien sûr, mais pour résister avec pertinence. Maîtriser l'art de tels décryptages est plus que jamais crucial. ▀

1. Congress of the United States, top secret, « Joint inquiry into intelligence community activities before and after the terrorist attacks of september 2001 ».